



Échos du monde musulman N° 230 2 août 2014

Attention, cette lettre est plus longue que d'habitude, avec, en prime à la fin, une rubrique inhabituelle sur les Américains. Les vacances sont censées vous donner le loisir de la lire ...

Boko Haram et l'enseignement

The Economist du 26 juillet consacre un article à l'enseignement musulman dans le nord du Nigéria, fief de Boko Haram, au moment où ce dernier, un peu comme « l'émirat » syro-irakien (EI), semble avoir le dessus sur l'armée régulière nigériane et menacer le Tchad et le Cameroun.

Vous savez que Boko Haram signifie « l'éducation occidentale est impie » et cet article m'a rappelé des conversations avec des collègues sénégalais et maliens.

Une partie des enfants du Sénégal, du Mali, du Nord Nigéria et probablement du reste de la zone sahélienne sont envoyés très jeunes, et en général définitivement coupés de leurs parents, dans des écoles coraniques sommaires, où on leur fait répéter puis recopier des bribes du Coran le matin, et où on les fait mendier l'après-midi pour nourrir leurs professeurs. *The Economist* dit que les élèves, loin de se sentir exploités, ont une certaine fierté de leur statut et les traditionalistes estiment qu'ainsi ils ne sont pas pollués par l'éducation occidentale.

Il s'agit sauf erreur exclusivement de garçons (appel aux spécialistes), les fillettes musulmanes n'étant pas dignes de cet enseignement (et encore moins d'un autre).

Nos collègues francophones me disent qu'un des arguments en faveur de ces écoles est le suivant : « Si un enfant finit par connaître le Coran par cœur, ses parents iront au paradis ».

Vous savez que l'arabe coranique est différent de l'arabe standard courant permettant de travailler, et que d'ailleurs c'est le français à l'ouest et l'anglais (et dans une certaine mesure le haoussa) au Nord Nigéria, et non l'arabe, qui permettent d'accéder à l'emploi « moderne ». De plus, il ne s'agit que d'apprendre le Coran, et non pas la lecture en général et encore moins les mathématiques ou autres disciplines (d'où des malentendus avec certains musulmans : peut-on dire que ces enfants qui savent réciter, lire, et plus ou moins écrire le Coran sont alphabétisés ?). Cette « formation » et l'impossibilité de trouver un emploi explique que beaucoup de jeunes se tournent vers Boko Haram, et pourquoi ce dernier enlève des jeunes filles pour les marier à ses troupes (ou les vendre).

La réaction des autorités nigérianes est non pas d'attaquer de front ces écoles, ce qui humainement impossible, mais de lancer un enseignement « mixte » avec un minimum de formation générale. Les gouvernements francophones ont le même objectif. Le problème pratique est qu'il faut pour cela soit reconvertir les enseignants actuels, souvent quasi illettrés, soit créer des établissements scolaires, ce qui implique un minimum d'organisation administrative et de crédits, chose « difficile » au Nigéria, et probablement pas simple non plus en zone francophone.

Loin de Boko Haram : Myriam Bourhail

Les médias français et marocains ont largement salué la performance de cette jeune fille qui a eu la meilleure moyenne de France (et probablement du monde) au baccalauréat : 21,03. On peut dépasser le 20/20 grâce aux options (en l'occurrence le grec et les travaux pratiques).

Pour nos lecteurs hors de portée de la grande presse, je résume : elle est le 3e enfant sur 6 d'un couple marocain arrivé en France à 16 et 20 ans, a grandi à Soissons et espère être médecin. Son père, ouvrier avec une vocation mathématique rentrée, attache beaucoup d'importance à la réussite scolaire et l'a aidée.

Gaza sur Internet

Beaucoup d'internautes se demandent pourquoi le Hamas a envoyé des roquettes sur Israël, sachant qu'il allait déclencher un massacre de civils.

J'ai noté les « explications » ci-dessous :

– l'Iran a demandé au Hamas de tester le « bouclier de fer » israélien (les missiles antimissiles), et Israël a sauté sur l'occasion pour entrer dans Gaza et tenter de détruire « la ville souterraine » où se réfugient les cadres du Hamas, où se stockent les missiles et par laquelle les hommes du Hamas resurgissent dans le dos des Israéliens, y compris en Israël, comme ceux du Hezbollah au Liban,

– le Hamas est étranglé par l'alliance entre Israël, l'Égypte et l'Arabie (ces deux derniers ne lui pardonnant pas son appartenance à la mouvance des Frères Musulmans), tandis que la population de Gaza était fatiguée de sa brutalité et des pénuries dues au siège par Israël ET par l'Égypte. Il fallait donc que le Hamas fasse un coup d'éclat, et attire l'attention des médias sur les malheurs de la population de Gaza, quitte à les accentuer en s'en servant comme bouclier humain dans des lieux médiatiquement « remarquables » comme les hôpitaux, les écoles ou les mosquées.

Je rappelle que si certains Israéliens rêvent d'accentuer la colonisation de la Cisjordanie, voire de l'annexer et de pousser les Palestiniens à en partir, la question de Gaza est différente : personne n'en veut, ni Israël, ni l'Égypte.

Par ailleurs les combats ont fait réapparaître sur Internet une autre question : il y a quelques années une importante découverte de gaz a été faite dans la zone maritime palestinienne, au large de Gaza. Naturellement elle a fait naître de grands espoirs, mais Israël en a bloqué l'exploitation « parce que le Hamas se servirait de cet argent pour acheter des armes ».

En Syrie, Bachar et l'EI ne se ménagent plus

Suite logique de la situation décrite dans nos dernières lettres, l'armée régulière, à la demande de ses alliés chiites qui luttent en Irak contre « l'émirat islamique (EI) », a repris le contrôle d'un champ gazier du sud du pays, conquis par l'EI le 17 juillet. Par contre, elle s'est fait chasser d'une grande base militaire de la province de Raqa, que l'EI contrôle maintenant presque complètement. Ses troupes auraient décapité les prisonniers alaouites, ce qui laisse penser que les ponts sont bien rompus. L'armée s'est également faite chasser par l'EI d'une base militaire du nord-est.

Ça n'empêche pas les rebelles « normaux » (démocrates ou islamistes) de continuer à lutter sur deux fronts, contre l'armée régulière et contre l'EI.

L'EI commence à s'intéresser au Maghreb

Pour l'instant, cela se limite à la diffusion sur Internet de vidéos insultantes pour les hommes politiques de la région, mais les services de renseignement maghrébains suivent avec

inquiétude l'implantation en Libye d'un groupe de cette organisation. L'armée algérienne est tentée d'y intervenir en coordination avec l'Égypte.

Et la Tunisie ?

L'armée régulière encore eu des pertes dans la région montagneuse proche de la frontière algérienne, bien qu'en principe la coopération de l'armée de ce dernier pays lui soit acquise. Le chef d'Etat Major de l'Armée de Terre vient de démissionner, probablement en liaison avec ce dernier point. Les combats ont fait chuter la monnaie et la bourse, et suscitent des craintes pour le tourisme.

Le souci politique du jour est le risque d'une participation insuffisante aux prochaines élections, pour commencer du fait des non-inscriptions sur les liste électorales. Des islamistes estiment que cela joue en leur faveur, leurs électeurs. étant les plus motivés. Finalement le délai d'inscription a été repoussé au 28 août. Du côté des partis politiques, les démocrates restent dispersés, ce qui leur avait fait perdre de nombreux sièges en 2011.

Les présidentielles auraient lieu le 24 novembre, et les législatives le 26 octobre.

Et, en prime

Les Américains ne sont pas des "citoyens du monde" comme les autres

Vous avez remarqué que les Américains étaient prêts à laisser 15.000 soldats en Afghanistan, dont le pays a grand besoin et qui étaient demandés par une bonne part des hommes politiques, tous guerriers qui se savent dans le viseur des talibans. Vous vous souvenez que le président Karzaï a refusé cette aide « parce que les Américains exigeaient que leurs soldats soient jugés par les tribunaux américains et non afghans ». Le grand public n'a pas fait très attention, probablement parce qu'il pensait que c'était une précaution compréhensible, la justice afghane n'étant pas vraiment fiable.

Il y a eu un problème analogue en Irak, dont le premier ministre doit regretter aujourd'hui le départ des Américains. Dans les deux cas, le dirigeant local « se pose » comme indépendant des Américains pour flatter la fierté nationale, sans réfléchir à la suite.

Or cette exigence américaine n'est que l'application d'une règle générale que les États-Unis appliquent dans le monde entier, notamment en matière économique et fiscale : « nos citoyens sont à nous où qu'ils soient ». J'ai été confronté à cette question dans ma carrière en entreprise lorsque les cadres américains de nos concurrents devaient, bien qu'en France, obéir aux lois américaines en plus des lois françaises.

Le grand public vient enfin de prendre conscience de ce « pouvoir d'intervention mondial » à l'occasion de l'énorme amende infligée à la BNP, car le simple fait que cette dernière ait utilisé des dollars la rend passible des lois américaines, et cela bien qu'aucun des actes reprochés n'ait eu lieu sur le territoire des États-Unis. À cette occasion la presse a rappelé que tout citoyen américain était imposable aux États-Unis même s'il réside à l'étranger et même si ses gains sont d'origine locale, alors que la règle générale dans le monde est la territorialité de l'impôt (et du jugement des crimes, l'extradition n'étant pas du tout automatique et dépendant au mieux d'accords bilatéraux).

Cela oblige les banques du monde entier à faire remplir à leurs clients étrangers une déclaration affirmant qu'ils ne sont pas passibles de la loi américaine, d'où une gigantesque paperasse mondiale qui soulève les protestations. Certains citoyens américains vivant à l'étranger renoncent pour cette raison à leur passeport, ou se voient écartés par les banques qui ne veulent pas de clients à problème.

Les États-Unis viennent d'aggraver leur cas d'une façon que *The Economist* juge « lourde, inéquitable et hypocrite » en imposant à toutes les banques et autres institutions

financières du monde (environ 100 000) de déclarer les actifs locaux des Américains ou de payer une taxe forfaitaire de 30 %.

Pour tout compliquer, il n'y a pas que les citoyens américains à être concernés : la loi américaine considère comme « US person » tout individu ayant des relations économiques avec les États-Unis. C'est vague, et il faut payer un avocat pour savoir si on est dans ce cas !

L'hypocrisie est que le prétexte cette loi est la lutte contre les paradis fiscaux, alors que certains (le Delaware, le Nevada, et quelques excroissances insulaires) sont américains de droit ou de fait et sont néanmoins tolérés. Enfin les pays auxquels les États-Unis demandent ce travail ne bénéficient d'aucun droit à un service réciproque aux États-Unis.

Pourquoi les États ou institutions étrangères cèdent-ils ? Comme le gouvernement afghan, ils pourraient ne pas le faire, mais, dans ce cas particulier, c'est jouer avec la sécurité physique. Ailleurs le problème est mineur par rapport à l'aide financière ou militaire américaine. Pour les institutions, la crainte d'un procès est déterminante et l'exemple de la BNP montre que l'on risque, en plus, l'interdiction de travailler aux États-Unis.

Dans le monde musulman, où l'on est très chatouilleux sur les questions de souveraineté, ce privilège d'exterritorialité contribue à l'agacement anti-américain, s'ajoutant à l'appui inconditionnel à Israël et à l'ignorance fréquente des langues et cultures locales.

Appel aux souscripteurs !!

Cette lettre est gratuite et entend le rester. Toutefois elle demande à notre association, l'ICEG, des efforts financiers qui, bien que modestes, commencent à la dépasser.

De petits dons seraient donc les bienvenus (chèques à l'ordre de ICEG, 12 rue Abel 75012). En remerciement je vous enverrai des textes approfondissant tel ou tel point de cette lettre ... et bien sûr un reçu fiscal pour diminuer vos impôts.